

La chronique de Victor (Radio Chine Internationale) I

奇迹还是泡沫 中国经济仍有潜力

A-La Chine est-elle une puissance économique ou seulement une économie importante mais sans pouvoir ? Depuis que l'économie chinoise est devenue numéro 2 mondial après les Etats-Unis, certains parlent souvent du piège des revenus moyens. C'est-à-dire, les Chinois sont désormais riches, ils gagnent plus d'argent et perdent ainsi ce qui a constitué pendant longtemps leur principal avantage concurrentiel, soit une main-d'œuvre bon marché et qualifiée. D'autres pensent que la Chine s'est enfermée dans une bulle qui suivra probablement la voie du Japon dans les années 80, à savoir 20 ans sans croissance. Est-ce vraiment le cas ?

B : Aujourd'hui je vais vous apporter le point de vue de *Liu Zunyi*, un Américain d'origine chinoise, ancien président de l'Université chinoise de Hong Kong où il est professeur de sciences économiques. Dans son discours intitulé « ***L'économie chinoise, un miracle ou une grande bulle ?*** », prononcé récemment à l'Institut d'Asie de l'Est de Singapour, il a abordé la question de la durabilité de la croissance chinoise.

A : D'abord la question de salaire. On l'a déjà constaté, depuis un certain temps l'augmentation du niveau de salaire moyen en Chine, est-ce que cette tendance va se poursuivre ? Et cette hausse amoindrira-t-elle la compétitivité de l'économie chinoise ?

B : Bien que dans les régions côtières et les régions riches, les usines ont de plus en plus de mal à trouver des ouvriers parce que ces derniers ne veulent plus se contenter de travailler en ville pour des salaires relativement bas, l'économiste Liu Zunyi pense quand même que dans les 20 et 30 ans à venir, la Chine disposera encore de surplus de main-d'œuvre. Selon ce dernier, les salaires des ouvriers ne s'élèveront pas de manière importante. ***Ce surplus de main-d'œuvre et la propension des Chinois à épargner constituent encore les moteurs de la croissance chinoise.*** Cette croissance peut encore se maintenir entre 7 et 8% par an pendant 20 ou 30 ans, ce qui reste remarquable.

A: Alors comment se fait-il que la Chine dispose encore d'un tel surplus de main-d'œuvre ? Beaucoup d'économistes qu'ils soient chinois ou étrangers ont fait remarquer que les ouvriers chinois notamment des travailleurs ruraux de l'ouest du pays ne veulent plus rester dans les villes de l'est. Car la vie y est trop chère et ils sont loin de leur foyer.

B : Selon M. Liu, le secteur primaire, soit l'agriculture emploie 40% de la main-d'œuvre totale chinoise. Alors que la part de PIB de ce secteur ne représente que 10,2%. A condition que la part de main-d'œuvre du secteur agricole dans la population chinoise reste de loin supérieure à la part de l'agriculture dans le PIB

chinois, les employés du secondaire et du tertiaire auront peu de chance de voir leur salaire augmenter de manière importante. Notamment parce qu'on trouvera toujours suffisamment de paysans qui constitueront de potentiels ouvriers bon marché. Cependant, il ne faut pas que la Chine perde son avantage compétitif avant qu'elle ne développe suffisamment ses secteurs à forte valeur ajoutée et de technologies de pointe. Ces derniers compenseront la perte des délocalisations dues à une main d'œuvre plus chère.

A : Alors pourquoi maintenant dans les régions côtières chinoises manque-t-on tellement de techniciens et les salaires s'envolent-ils ? Quelle a été la réponse de Liu Zunyi.

B : Selon Liu, on n'a pas affaire au même problème. En fait ces dernières années, la Chine a formé quantité d'étudiants. Chaque année 6 millions d'étudiants de formations techniques arrivent sur le marché donc les salaires des techniciens connaissent une hausse. Mais on ne prévoit pas de hausse aussi rapide à l'avenir.

A : Donc si ce surplus de main-d'œuvre est réel, combien de temps est-ce que cette situation peut-être maintenue ?

B : Pour nous l'expliquer, Lun Zunyi nous a fait une rétrospective. En 1978, début de la Réforme et de l'Ouverture, les paysans représentaient 70% de la population active. Aujourd'hui, 33 ans plus tard, ce chiffre est passé à 40%. Donc en gros, une baisse annuelle de 1%. Sur cette base, à priori, ***il faudra encore 30 ans pour que la population agricole atteigne les 10% de la population active.*** Par ailleurs, 10%, c'est la part de PIB générée par l'agriculture chinoise. Lorsque le surplus de travailleurs bon marché cessera d'exister, Lui prévoit qu'aux alentours de 2040 l'agriculture ne représentera plus que 5% du PIB.

A : Alors la grande question : l'économie chinoise bulle ou miracle ?

Même si l'économie chinoise a maintenu une croissance supérieure à 8%, ce qui est assez remarquable par rapport au reste monde, elle doit cependant faire face à beaucoup de soucis. Notamment parce que les investissements dans l'immobilier et les infrastructures comme la construction d'autoroute et de chemins de fer occupent une part trop importante du PIB. Aujourd'hui, on s'interroge sur les perspectives à venir de la Chine : suivra-t-elle l'exemple du Japon, qui suite à l'éclatement de la bulle immobilière et boursière, stagne économiquement depuis 20 ans déjà?

B : Liu Zunyin est très ***optimiste quant aux perspectives économiques de la Chine.*** Pour lui, la croissance chinoise n'est pas une bulle, au contraire elle peut encore durer 20 ans voire 30 ans. Il a comparé la Chine aux économies développées d'Asie, le Japon, par exemple. Ce pays est le premier en Asie de l'Est à connaître une croissance rapide via l'industrialisation. Mais arrivé à un certain stade de son développement, la main-d'œuvre japonaise a commencé à être insuffisante. Ce manque a contribué à l'élévation des salaires japonais, la valeur (taux de change) de la monnaie japonaise et par conséquent, les exportations japonaises ont progressivement baissé.

Mais le cas de la Chine est différent, lorsque les côtes chinoises dans l'est du pays ont commencé à ressentir un ralentissement de leur croissance, le centre et l'ouest de la Chine ont pris le relais pour devenir des régions de développement rapide. Ce sont les raisons qui poussent Liu Zunyi à penser que la Chine peut maintenir sa croissance pendant probablement 20 à 30 ans.

A: Si cela s'avère vrai au niveau macroéconomique chinois, qu'en est-il des répercussions possibles des récessions américaine et européenne sur la Chine étant donné que ces deux continents sont ses plus importants importateurs ?

B: Pour Liu Zunyi, les Chinois avec ses 1,3 milliards d'individus représentent plus d'un cinquième de la population mondiale. Un volume gigantesque. De plus, les Chinois mettent beaucoup d'argent de côté à la banque. Ces deux éléments ont un poids suffisant pour compenser d'éventuelles répercussions négatives provenant de l'extérieur. Bien sûr, les exportations chinoises connaîtront une baisse, tout comme les autres économies comme le Japon ou la Corée. Mais la croissance chinoise restera relativement stable. Depuis le début de la crise en 2007, l'économie chinoise a maintenu une croissance de 10%, prouvant que l'économie chinoise peut être relativement protégée des aléas de l'économie mondiale.

A : M. Liu parle de la population chinoise et de sa préférence pour l'épargne. Quelles sont les liens entre leur comportement et la croissance ?

B : Comme l'Europe et les Etats-Unis sont en crise. Leurs investissements en Chine sont inéluctablement en baisse. Mais comme les Chinois épargnent beaucoup, la Chine dispose d'assez de liquidité pour l'autofinancement de ses investissements. Dans les années 1990, le taux d'épargne était de 40%. Il est maintenant supérieur à 50%. Par conséquent, l'économie nationale dépend moins de l'investissement étranger ou de celui des sociétés à capitaux étrangers. Dans le futur, la croissance chinoise dépendra plutôt de la demande intérieure et de l'investissement, mais plus autant des exportations.

A : Dernière question. De nos jours, l'idée d'une Chine première puissance mondiale est en train de gagner du terrain. Quel est l'avis de Liu Zunyi à ce sujet ?

B : Possible mais pas dans l'immédiat. Il faut vraiment attendre. Pour lui, en 2025, le PIB chinois sera en mesure de rattraper celui des Etats-Unis soit 20 000 (20 mille) milliards de dollars américains. Mais si c'est du PIB par habitant dont parle, alors il faudra encore attendre les alentours de 2045 ou 2050. A ce moment-là, les PIB par tête des deux pays seront à hauteur de 90 mille dollars par an soit encore un long chemin à parcourir pour les Chinois.

Chronique Victor II

援助欧洲对中国人民不公平

La crise de la dette souveraine en Europe. La Chine peut-elle encore donner un coup de main à l'Europe ? On va en parler aujourd'hui, mais sous l'angle chinois, avec l'avis de l'économiste indépendant Xie Guozhong.

A : Alors selon Xie Guozhong, aider l'Europe va à l'encontre des intérêts chinois. Et ceci, pour cinq raisons, Victor...

B : Oui, d'abord, c'est la mauvaise rentabilité économique. Selon Xie Guozhong, les investissements chinois à l'étranger, dans le secteur financier, n'ont pas vraiment affiché d'excellents résultats. C'était plutôt une mauvaise expérience pour la Chine. Elle a investi dans le groupe Black Stone, dans Morgan Stanley ou encore dans le groupe minier anglo-australien Rio Tinto. Résultats : des échecs.

A : Selon Xie Guozhong, la raison de ces échecs est due à la nature du système financier chinois, basé sur ses entreprises publiques. Bref, des entités qui mélangent politique et commerce. Une caractéristique qui ne les aide pas à s'impliquer massivement dans les affaires financières mondiales.

B : Le deuxième argument de Xie Guozhong, c'est que la Chine n'obtiendra pas de contreparties politiques. Certains analystes ont pensé que la Chine pourrait prêter de l'argent à l'Europe si cette dernière reconnaissait le statut d'économie de marché de la Chine. Mais selon Xie Guozhong, même si Mercedes, BMW, Carrefour et d'autres géants européens ont fait fortune en Chine, les hommes et les femmes politiques européens gardent tout de même une image globalement négative de la Chine.

A : Selon lui, les Européens se plaignent souvent que les Chinois leur volent leurs emplois et les inondent de produits bon marché. Le fait que l'Europe ne reconnaisse pas la Chine en tant qu'économie de marché en est une bonne preuve. Avec l'aggravation de la crise des dettes souveraines, le mécontentement européen sur la Chine se renforcera.

B : De plus, Xie Guozhong pense également que plus la Chine aidera l'Europe, plus elle suscitera les inquiétudes de l'Europe. Les Européens se méfieront des contreparties que la Chine pourrait

demander en échange, et notamment dans le domaine des transferts de technologie.

A : Alors quel est le troisième argument de Xie Guozhong ?

B : D'après lui, l'Allemagne peut jouer un rôle essentiel dans la solution à cette crise. Une éventuelle aide chinoise pourrait diminuer l'influence de l'Allemagne en Europe. La Chine serait donc impliquée dans les dilemmes politiques de l'Europe. Tout cela ne correspond pas aux intérêts de la Chine.

A : 4^e argument de Xie Guozhong : selon lui, il est injuste pour les Chinois d'aider les Européens. Les Chinois, selon lui, travaillent beaucoup plus que les Européens, alors que le revenu moyen chinois est le dixième de celui en Europe. Certains veulent maintenir un niveau de vie élevé mais ne veulent pas travailler. Donc sur un plan moral, il est injuste que la Chine leur viennent en aide. De plus, ces gens-là n'aiment pas la Chine, pour Xie Guozhong.

B : Enfin, 5^e argument : l'Europe a de quoi résoudre elle-même ses problèmes. Les dettes grecques se montent à seulement 350 milliards d'euros, alors que le PIB total de la zone euro est de 8 000 milliards d'euro. La zone euro maintient aussi, globalement, sa balance commerciale internationale en équilibre. Donc la résolution de ce problème, selon Xie Guozhong, dépend surtout de la répartition interne de son argent. Et pour ce qui est du déficit financier, il n'est pas considéré comme « important » selon les critères asiatiques. Durant la crise asiatique en 1997, le déficit asiatique était plusieurs fois supérieur à celui de l'Europe. Au final, Xie Guozhong ne voit pas pour quelles raisons il faudrait aider une Europe qui est tout à fait capable de résoudre ses problèmes seule.

A: Selon Xie Guozhong, la Chine doit déjà gérer la crise chez elle. Et il conseille certaines politiques à mener de manière prioritaire. La Chine doit notamment réduire le taux d'imposition pour stimuler la consommation. Les coûts de revient dans la logistique sont également, selon lui, trop élevés. Et la Chine se doit, selon Xie Guozhong, de réduire les frais sur les autoroutes et les ports. Enfin, l'avenir de la Chine, pense-t-il, dépend de sa productivité et non pas de la demande. La crise mondiale n'a donc pas trop d'impact sur la Chine, estime-t-il.

Ce sont les opinions personnelles de Xie Guozhong et cela n'engage pas Radio Chine Internationale.

Chronique Victor III

高希均：大陆更稳定

La Chine est désormais la deuxième économie mondiale après les Etats-Unis et avant le Japon. Mais la Chine fait encore face à de nombreux problèmes. C'est pourquoi, tant en Chine qu'à l'étranger, nombre de personnes ont des soucis sur la stabilité de la Chine. A leurs yeux, en Chine, les fossés entre les riches et les pauvres, entre le monde urbain et la campagne, sont gigantesques et cela menace la stabilité sociale. A cette question, Victor va nous apporter le point de vue de *Gao Xijun*, un économiste taiwanais.

A : D'après lui, même si les autorités chinoise ont encore des progrès à faire sur le plan de la démocratie, dans la construction d'un Etat de droit, la lutte contre la corruption et la justice sociale, la Chine dans les 30 ans à venir, je cite, « sera plus stable ». Les autorités chinoises continueront à être proches de la population et de ses inquiétudes. Elles seront encore efficaces et feront encore des progrès.

B : On dirait qu'il se porte avocat pour le gouvernement chinois alors...

A : Avocat c'est peut-être un peu réducteur de le dire, en fait il a ses propres analyses...

Pour Gao Xijun, aujourd'hui, en Chine, beaucoup de choses sont urgentes, mais certaines sont « prioritaires ». Notamment pour tout ce qui touche et à la réforme et à l'ouverture. Ce sont, selon lui, les sujets les plus urgents. La construction démocratique doit se poursuivre, mais **assurer la stabilité est le plus urgent**. La construction d'un Etat de droit, est quelque chose, estime-t-il, qui peut attendre. **Mais se tenir proche des Chinois et de leurs inquiétudes est quelque chose qui ne peut pas attendre**. La lutte anti-corruption, estime-t-il encore, peut attendre. **Mais l'efficacité ne peut pas attendre**. Il pense également que la justice sociale est moins urgente que l'amélioration du niveau de vie.

B : Aujourd'hui beaucoup de monde critique la Chine sur un point : le gouvernement ne partage pas suffisamment son pouvoir avec la population. Cela ne correspond pas à l'esprit de la démocratie et

d'un Etat de droit. De plus, la corruption et l'inéquité sont particulièrement graves en Chine. Ces critiques viennent notamment de chercheurs occidentaux. Quels sont les avis de Gao Xijun ?

A : Selon lui, parmi tous les dirigeants mondiaux, rares sont ceux qui, comme Hu Jintao ou Wen Jiabao, reconnaissent que leur pays est confronté à de tels problèmes.

Par exemple, plusieurs fois, le Premier ministre Wen Jiabao, lors de conférences de presse ou d'interviews, parle sans hésitations des problèmes auxquels la Chine fait face. Il évoque ainsi souvent les problèmes économiques, les écarts entre les campagnes et les villes, la sur-consommation énergétique, ou encore la pollution, entre autres problèmes. Wen Jiabao reconnaît tous ces problèmes, explique Gao Xijun. De plus, il dit que ces questions sont urgentes, et qu'il faut des efforts de longue durée pour les résoudre.

B : Et la corruption, qui est dénoncée par un grand nombre de Chinois et est un point souvent critiqué par les étrangers...

A : Un sujet que Wen Jiabao n'a pas contourné. Il a dit que la corruption est le plus grand risque politique en Chine. Gao Xijun a souligné que Wen Jiabao a tenu ces propos lors d'un point presse des sessions annuelles de l'Assemblée populaire nationale et de la Conférence consultative politique du peuple chinois. Parler de ces problèmes à un moment critique dans la vie politique chinoise, c'est,

pour Gao Xijun, envoyer le message suivant : « Malgré le fait que la Chine devienne le numéro deux mondial au niveau économique, ce n'est pas quelque chose d'extraordinaire. » Pour Gao Xijun, cette attitude fait preuve d'une lucidité peu commune.

A : Gao Xijun a aussi comparé les propos de Wen Jiabao, en mars, sur la situation chinoise, avec un rapport de Barack Obama sur la situation américaine, et qui date de janvier. Dans son rapport, le président américain, même s'il a parlé des problèmes aux Etats-Unis, ne fait souvent qu'effleurer ces questions, au lieu de les trancher. Et il évoque davantage la puissance et les aspirations des Etats-Unis. Il a également des mots d'encouragements. Alors que Wen Jiabao, dans son rapport du gouvernement, a énuméré tous les problèmes en Chine.

B : Gao Xijun estime également que les critiques occidentales sur la Chine, comme le manque de démocratie, l'insuffisance d'Etat de droit, la corruption, le manque de justice sociale, les dirigeants

chinois en ont totalement conscience...

A. Il croit en tout cas que La Chine, dans les 30 ans à venir, sera plus stable, plus proche des soucis de sa population et plus efficace, car ce sont des priorités sur l'agenda des dirigeants chinois.

B : Voilà pour ce qui est des points de vue de Gao Xijun, économiste taiwanais. Bien sûr, ce sont ses opinions personnelles et cela n'engage pas Radio Chine Internationale.

Vivre à Beijing et être enterré dans une autre ville

A : Les Pékinois se plaignent souvent que la vie est chère et stressante dans la capitale chinoise. Mais ces dernières années, la mort aussi, est devenue coûteuse... Pour s'offrir une place dans un cimetière, les Pékinois pensent de plus en plus souvent à délocaliser leur tombe dans le Hebei, cette province en fer à cheval, qui encadre Pékin. Un sujet qui a été abondamment commenté dans la presse, à l'occasion de la fête de Qingming, la Fête des morts. C'était début avril. Pour parler de ça, on accueille dans notre studio Victor Mi, de la rédaction de RCI. Bonjour Victor...

B : Bonjour Ludo.

A : Alors à chaque fête des Morts, en Chine, les frais des pompes funèbres font l'objet de débat. Et notamment le prix des tombes, qui explosent, littéralement...

B : Oui, l'augmentation suit la même courbe que celle des appartements et les prix n'arrêtent pas de grimper. Sur Internet, certains Chinois ironisent : « Lorsqu'on est en vie, on est les esclaves du logement. On doit travailler pour rembourser nos prêts bancaires. Et une fois qu'on est mort, on est esclaves de notre tombe, qui coûte même plus cher, au mètre carré, qu'un appartement ! »

A : Les internautes ont donc un certain sens de l'humour, apparemment...

B : Oui, la vie est chère à Beijing, disent-ils, mais la mort l'est tout autant. Il faut savoir rester en vie pour s'éviter de dépenser trop d'argent. Et il y a même un dicton qui circule en Chine : « le prix des appartements nous pousse à beaucoup travailler. Le prix de l'essence nous pousse à devenir écolo. Le prix de la viande nous incite à perdre du poids. Et là, le prix des tombes nous pousse à bien vivre. »

A : Alors combien ça coûte, une tombe ? Est-ce que vous pouvez nous donner quelques chiffres, pour nous faire une idée ?

B : En 2009, dans un cimetière de Beijing, une tombe de moins d'un mètre carré coûtait environ 1 200 euros. Aujourd'hui, la moins chère coûte près de 2 000 euros le mètre carré. Ça fait 800 euros d'augmentation en 3 ans. Et certains, comme Monsieur Wang, cité dans la presse, font le calcul : il faut au moins 12 000 euros pour

avoir une tombe décente. Début 2012, le père de Monsieur Wang est décédé. Et il a dû lui trouver une tombe. Les moins chères tournent tout de même autour de 6 à 7000 euros. Au final, il a dépensé plus de 12 000 euros pour trouver une tombe qui lui corresponde. Selon les statistiques, dans les villes comme Beijing ou Xi'an, le prix des tombes augmentent de 20% par an ces dernières années. Il s'agit d'une hausse bien plus importante que l'inflation ou que le salaire des Chinois.

A : Est-ce que c'est à cause des coûts de revient ?

B : Non, c'est plutôt une chasse au profit. Selon un professionnel, le prix du terrain et des coûts d'entretien des cimetières sont restés relativement stables. Alors, souvent, on utilise un prétexte pour augmenter le prix. On change par exemple le modèle de stèle des tombes. On utilise des stèles de meilleure qualité ou avec une plus belle forme. Le coût de revient peut ainsi augmenter de 100 euros. Mais, au final, sur la facture, le prix augmentera de 1000 euros pour le client. Ce sont vraiment des profits exorbitants et qui paraissent scandaleux à de nombreux Chinois. C'est pourquoi, eh bien, de plus en plus, de nombreux Pékinois vont dans la province du Hebei pour acheter une tombe moins chère.

A : Est-ce que ça vaut le coup ? Les tombes sont-elles vraiment beaucoup moins chères dans cette province ?

B : Oui, la différence de prix est véritablement énorme. La rivière Chaobai, qui marque la frontière entre Beijing et la province du Hebei, est même devenue, en quelque sorte, un symbole. Quand on est du côté du Hebei, dans un cimetière, on peut acheter une tombe pour 1200 euros le mètre carré. Et il suffit de franchir la rivière, de se retrouver à Beijing, pour payer le même type de tombe – même matière, même taille, etc.-, plus de 4000 euros. La distance entre les deux cimetières n'est que de 12 km, mais le prix peut être trois fois plus élevé.

A : Pourquoi les prix augmentent-ils si vite ?

B : Il y a plusieurs raisons. Déjà, les Chinois accordent une grande importance à l'enterrement. On veut quitter le monde avec dignité, si l'on peut dire. C'est pourquoi les Chinois qui en ont les moyens acceptent de dépenser beaucoup d'argent pour ça. Ensuite, il y a un phénomène de spéculation. En particulier ces derniers temps. L'Etat a décidé de mettre fin à la surchauffe dans l'immobilier. Et les gens qui veulent investir orientent leurs capitaux vers les tombes...

A : On assiste donc à une espèce de marchandisation des tombes et des prestations funéraires...

B : Oui, selon les prévisions, cette tendance va continuer dans les années à venir. C'est pourquoi les services gouvernementaux envisagent de réagir. Des décrets devraient notamment être publiés pour refroidir un peu cette surchauffe. Car la spéculation a fait exploser les prix. Et c'est un vecteur d'inégalités sociales. Car au final, eh bien ce sont les Chinois aux revenus modestes qui trinquent...

L'influence de la culture sur la diplomatie chinoise

Comment décrypter la diplomatie chinoise ? C'est la question que s'est posé le chercheur singapourien Zheng Yongnian, directeur de l'Institut de recherche sur l'Asie de l'Est de l'Université nationale de Singapour. Il vient de publier sur son blog un article intitulé *l'Environnement géoculturel de la diplomatie chinoise d'aujourd'hui*. Il y analyse la stratégie diplomatique de la Chine, sous un angle culturel. Pour lui, la différence de culture ou de civilisation, en elle-même, n'aboutit pas forcément à des conflits. Mais, s'il y a une interaction intense entre des pays de cultures ou de civilisations différentes, d'énormes énergies verront le jour. Des énergies à la fois de coopération, mais aussi de conflits. L'exemple qu'il cite, c'est celui des civilisations chrétienne et islamique. Cette théorie du choc des civilisations, avancée par Samuel Huntington dans les années 90, - ou l'influence des cultures sur les relations internationales - a suscité des polémiques dans le monde entier.

Aux yeux de Zheng Yongnian, les cultures influencent les relations internationales dans deux aspects. En premier lieu, il estime que la culture est un mode de pensée. Et quand deux modes de pensée se rencontrent, des conflits apparaissent fatalement. En matière de politique internationale, les modes de pensée sont différents suivant les pays de cultures différentes. Une stratégie défensive dans une culture donnée peut être considérée comme une stratégie agressive dans une autre.

En second lieu, la culture peut aussi servir de source ou de moyen. Les pays peuvent utiliser leur culture comme un moyen de mobilisation. La culture aura alors d'innombrables influences sur les relations internationales. Par exemple, bien que l'islam soit une religion pacifique, une fois récupérée par des intégristes, la doctrine musulmane est déformée. Cette interprétation faussée devient un terreau pour le terrorisme. On peut prendre un autre exemple : le nationalisme ; depuis ses origines, il a été utilisé par les gouvernements de nombreux pays et constitue la source culturelle de conflits internationaux ou civils.

Zheng Yongnian fait notamment une comparaison entre la

diplomatie chinoise et américaine au plan culturel. Il rappelle que la Chine a une histoire plurimillénaire. Résultat, selon lui : les Chinois ont une conception globale de l'histoire et une large vue des phénomènes historiques. Ils ont donc l'habitude d'aborder les questions sur le long terme et sous un angle global. En cela le concept chinois diffère de celui des Américains. Pour un Chinois, la raison est souvent liée à la conception de l'histoire. Alors qu'aux yeux d'un Américain, la raison signifie aussi maximiser ses intérêts à court terme.

Alors cette « raison chinoise », comme on l'appelle, se manifeste dans quels domaines ? On en a une bonne illustration dans les dossiers internationaux. Les Chinois ont souvent l'air très patients, de jouer la montre, de prendre leur temps... Les Occidentaux pensent que les Chinois font exprès de faire traîner en longueur, de maintenir un statu quo. Mais en réalité, la Chine veut trouver une solution plus rationnelle aux problèmes. Les Chinois considèrent les problèmes comme des problèmes en évolution. Si l'évolution est continue, on peut, selon cette mentalité, toujours trouver une solution. En général, pour les problèmes qui constituent véritablement des casse-têtes, les Chinois règlent ces problèmes plus tard dans le temps. Le plus important, aujourd'hui, est de contrôler ce problème afin d'éviter qu'il n'explose. Autre caractéristique de la diplomatie chinoise : les Chinois aiment bien adopter un profil bas.

Alors aux yeux des observateurs occidentaux, ce « profil bas » de la Chine n'est qu'une stratégie temporaire. Les Chinois, dès qu'ils en auront les moyens militaires, auront une stratégie plus menaçante... Ce n'est pas l'avis de Zheng Yongnian ; il s'agit, selon lui, d'une stratégie permanente. La Chine a nommé cette stratégie par différentes expressions, comme « l'émergence pacifique » ou encore le « développement pacifique »... Adopter un profil bas est également la conséquence d'une diplomatie défensive qui date de plusieurs millénaires. Le meilleur exemple de cette diplomatie défensive est la *Grande Muraille*.

Les Chinois ont construit la *Grande Muraille* pour se protéger des attaques extérieures. Bien que cette muraille n'ait pas été très efficace, elle est toutefois représentative de la culture chinoise. Cette culture défensive se remarque aussi dans le développement militaire chinois. Le caractère chinois « wu » 武 qui veut dire « kung-fu » ou « militaire », est composé par deux caractères. Le caractère « arrêt » et le caractère « arme » : les Chinois utilisent les armes avant tout pour se défendre. La défense et la non-agression sont caractéristiques de l'histoire militaire chinoise. Rarement la Chine

porte le premier coup pour vaincre l'ennemi. C'est la différence avec les Etats-Unis, l'Union soviétique, l'Allemagne ou encore le Japon d'avant la deuxième guerre mondiale. Tous ces pays ont ou avaient des visions hégémoniques...

La chronique de Victor (6) Mai 2012

Néocolonialisme ou racisme : critiques d'une entreprise minière chinoise en Zambie

Les investissements chinois en Afrique font l'objet de vifs débats. Certains y sont favorables car ils sont indispensables pour le développement de ce continent. D'autres y sont opposés parce qu'ils pensent que les sociétés chinoises ne respectent pas l'environnement, payent mal leurs employés et pillent les ressources africaines. Aujourd'hui, nous allons vous présenter une enquête de Yan Hairong et Barry Sautman, deux chercheurs basés à Hongkong.

Peu avant, *Human Rights Watch* a publié un rapport sur les conditions de travail dans lesquelles quatre filiales d'une société minière chinoise en Afrique ont été accusées de maltraiter leurs employés. Cette société chinoise, *China Non-Ferrous Metal Mining Co.Ltd* (CNMC) a été décrite comme le pire employeur concernant les conditions de sécurité, le salaire et l'organisation du syndicat.

Depuis plus de dix ans, avec l'augmentation des investissements chinois en Afrique, les entreprises chinoises ont été mis sous le feu des projecteurs par des chercheurs occidentaux, des médias et des ONG. Elles sont considérées comme néocolonialistes. Est-ce la vérité ? Qu'en disent nos deux chercheurs, Yan Hairong et Barry Sautman ?

En Zambie, parmi les entreprises minières étrangères, CNMC est une petite société. Vers la fin des années 1990, la Zambie a connu une privatisation de ses entreprises publiques : 65% d'entre elles ont été vendues aux Zambiens, 5% ont été fermées et 29% ont été vendues aux sociétés étrangères, essentiellement aux Anglais.

Cette privatisation s'est accompagnée de mesures libérales, mettant les mineurs zambiens face à trois difficultés : risque de chômage, détérioration des conditions de travail et perte de bien-être. C'est dans ce contexte que CNMC est venue en Zambie. A cette époque, CNMC était l'une des premières entreprises chinoises à opérer à l'étranger. En 1998, CNMC a acheté la mine de Chambishi et celle de Luanshya pendant la crise en 2009.

Malheureusement, une catastrophe est arrivée. En 2005, une explosion s'est produite dans la mine de Chambishi : 46 Zambiens ont trouvé la mort. NFCA, la filiale de CNMC à Chambishi a alors fait l'objet de critiques vigoureuses en Zambie. NFCA a été décrite comme peu soucieuse de ses employés.

Selon Yan Hairong et Barry Sautman, en Zambie, chez les mineurs, il existe une conception selon laquelle parler anglais est signe de bonne éducation et que seuls les Occidentaux sont aptes pour l'industrie minière. Depuis l'époque coloniale, les mines zambiennes sont monopolisées par les Blancs. Depuis

l'indépendance de la Zambie d'ailleurs, on trouve encore des Blancs dans l'administration des entreprises minières publiques.

Un gestionnaire d'entreprise zambien qui a fait ses études en Grande-Bretagne a dit à Yan Hairong et Barry Sautman que notre méconnaissance sur la Chine a nourri des préjugés contre ce pays. Et des informations en provenance de Londres, de Paris et de Washington ont renforcé ces préjugés. En fait, le fait de se focaliser sur la société chinoise de mine de cuivre, a épargné d'autres sociétés étrangères des critiques. Pour les Zambiens, si les Indiens sont doués pour le commerce, les Chinois ne sont pas doués pour les mines.

Une autre critique courante sur la société chinoise, ce sont les mauvaises conditions de sécurité. Est-il ou non dangereux de travailler pour des sociétés chinoises ? D'abord, que dit le rapport de *Human Rights Watch* ? Que, chez NFCA, le taux de mortalité est élevé, le salaire bas et le travail pénible. Après la publication de ce rapport, Oswald Munyenembe, président du Syndicat des Mineurs de Zambie, a rétorqué que le syndicat n'allait pas attribuer la responsabilité aux sociétés chinoises, car les autres sociétés ont aussi des problèmes et qu'il n'y avait pas de raison de diaboliser les sociétés minières chinoises. Pendant la crise, à la différence des autres, dans les mines des Chinois, aucun Zambien n'est tombé au chômage. Si les sociétés chinoises ont des problèmes notamment avec les salaires bas, d'autres sociétés ont aussi ce genre de problème.

S'agissant des conditions de travail, selon l'enquête de Yan Hairong et Barry Sautman, en 2011, le taux d'accidents mortels dans les mines chez NFCA représente 11,5% des sociétés étrangères en Zambie, soit au même niveau que ses collègues étrangers. D'ailleurs, l'inspecteur en chef de la Zambie pour la sécurité des puits de mine, a émis un commentaire négatif pour NFCA pour la période 2003-2008, ses 5 premières années de production en Zambie. Mais actuellement, NFCA a amélioré les conditions de sécurité. "Il n'y a plus de problèmes graves de sécurité".

Aucune société minière en Zambie, NFCA compris, n'ose dire qu'elle n'a aucun problème de santé ou de sécurité. Pourtant le fait de se focaliser sur les sociétés chinoises a renforcé les anciens préjugés contre les Chinois, d'après lesquels ceux-ci sont insensibles et ne respectent pas la vie humaine.

Le racisme contre l'investissement chinois

Selon *Human Rights Watch*, pour le même travail, le salaire des sociétés chinoises de mines de cuivre représente seulement 1/4 de ses homologues. Mais selon les gestionnaires de NFCA, le salaire de leurs employés africains est la moitié et même 80% de Kongola Copper mine (KCM), KCM est la compagnie minière en Zambie dont le salaire est le plus élevé.

Yan Hairong et Barry Sautman ont interviewé Wang Chunlai, directeur général de NFCA. Selon lui, le salaire est en liaison avec la

taille, l'ancienneté de la société et donc une production plus importante, et davantage de profit. Le salaire des grandes compagnies minières est ainsi plus élevé que dans les petites sociétés. En Zambie, NFCA se place au 5^e rang pour sa taille, et au 5^e ou 6^e rang pour son salaire.

D'après le professeur John Lungu, KCM est la compagnie qui paye le mieux ses employés. Les sociétés chinoises se sont beaucoup améliorées, même si elles ne pratiquent pas le même salaire que les sociétés occidentales.

Un gestionnaire de NFCA a ajouté que la taille est un élément décisif pour le salaire. On gagne plus dans une grande société, c'est un phénomène que l'on retrouve partout. "Je sais que KCM paye mieux que nous. Mais c'est une comparaison injuste, comme si on utilisait les critères d'un millionnaire sur un petit commerçant. En 2005, le profit de KCM était dix fois plus important que NFCA, est-ce que leur salaire a pour autant été dix fois plus important que nous ?

Human Rights Watch considère les problèmes chez NFCA comme un problème de droits de l'homme, qui sont profonds et durables. Mais d'après Yan Hairong et Barry Sautman, pour le salaire, NFCA fait moins bien que les sociétés occidentales. Pour les conditions de sécurité, il va de pair avec les Blancs. Et pour le bien-être, NFCA fait mieux.

Au début de la crise, le prix du cuivre a fortement chuté. Lorsque les autres sociétés minières ont réduit leur personnel, NFCA a fait trois promesses. Elle a promis de ne pas réduire l'investissement, de ne pas réduire l'emploi et ne pas licencier ses ouvriers. De plus, en 2012, tous les ouvriers de NFCA sont devenus titulaires, alors que chez KCM, la majorité sont contractuels.

Selon Yan Hairong et Barry Sautement, en Zambie, d'une manière générale, les mineurs sont dans une situation défavorable, ils gagnent peu, et vivent dans des quartiers dépourvus d'installations publiques. Cette situation à inverser. Mais le fait de diaboliser les sociétés chinoises, à orienter tous les regards sur les Chinois, alors la possibilité d'améliorer les conditions de travail se trouvera ainsi réduite pour tout le secteur. Les sociétés chinoises deviennent le bouclier des autres sociétés. Et selon le professeur John Lungu et Alastair Fraster, le fait de critiquer sans fondement les sociétés chinoises, est une sorte de racisme d'investissement. Dans les sociétés suisses, britanniques, sud-africaines ou canadiennes, il existe aussi des problèmes comme la pollution, de mauvais salaires. Mais comme ils sont Occidentaux, ils sont meilleurs que les Chinois ou les Indiens. Les sociétés chinoises sont assurément victimes de racisme.

Les gens d'origine modeste peuvent-ils encore entrer dans une université prestigieuse en Chine ?

Les gens d'origine modeste peuvent-ils encore entrer dans une université prestigieuse en Chine ? Une question que pose un article publié dans le premier numéro de la revue *Les Sciences sociales en Chine*. Selon l'auteur de l'article, depuis les années 90, parmi les étudiants de l'Université de Beijing, l'une des meilleures universités de Chine, le nombre d'enfants de fonctionnaires chinois est en augmentation. En 1997, ce pourcentage a atteint les 40%, dépassant pour la première fois le pourcentage d'enfants dont les parents ont une profession technique (comme ingénieur, comptable ou enseignant), devançant de loin les élèves originaires des familles ouvrières ou paysannes. L'égalité dans l'accès à l'éducation, en Chine, est notre sujet du jour.

Selon une enquête réalisée par l'Institut de Sociologie de l'Académie des Sciences sociales, depuis le début du XXI^e siècle, les inégalités ont été renforcées en matière d'accès à l'université. L'origine sociale des élèves devient un facteur de plus en plus important. Bien sûr, ce phénomène est plus net dans les universités prestigieuses que dans les universités ordinaires. Et il concerne davantage les élèves nés dans les années 90 que ceux nés dans les années 80.

Ce phénomène est anormal car, avec le développement économique, les opportunités de recevoir une bonne éducation se sont multipliées. Ce qui devrait être synonyme de réduction des inégalités. Mais en Chine c'est le contraire. Cette étude montre que dans la Chine d'aujourd'hui, il y a un lien direct entre l'origine sociale et le rang de l'université dans laquelle on poursuit ses études. L'enquête montre également que les études universitaires chinoises, par définition élitistes, n'ont pas changé la structure sociale. Elles ne font que maintenir et consolider les couches sociales déjà existantes. Et depuis l'an 2000, les inégalités en matière d'accès à l'université continuent entre les villes et les campagnes. Elles risquent même, selon le rapport, de s'accroître.

Cette question suscite l'attention des dirigeants chinois. En 2008, le Premier ministre Wen Jiabao avait dit avec regret et même une pointe de chagrin : « Quand j'étais étudiant, 80% de mes camarades de classe étaient des enfants de paysans. Aujourd'hui, leur proportion diminue. Je pense souvent à ce problème. »

Pourtant on ne peut pas dire que les inégalités se sont renforcées dans l'éducation chinoise. Selon un reportage qui date de 2009 et qui a été publié dans le *Quotidien du Peuple*, le journal officiel du Parti communiste, dans les universités de renommée nationale, seuls 30% des étudiants viennent de la campagne et d'une famille de paysans. Et la tendance est à la baisse. Par contre, si on regarde l'ensemble des universités, la proportion d'étudiants qui viennent de la campagne est là, par contre, en augmentation. En clair, l'accès aux études universitaires est plus facile, mais les enfants de paysans ont moins de chances d'entrer dans des écoles prestigieuses.

On a mentionné la situation à l'Université de Beijing. Si on s'intéresse à

l'Université Tsinghua, autre école prestigieuse, Jin Jun, qui y est professeur, a fait une enquête pendant deux ans au sein du campus et peut aujourd'hui dresser le portrait type des étudiants de son université. Bilan de son enquête : les étudiants de Tsinghua sont souvent originaires des villes, les parents sont la plupart du temps fonctionnaires ou enseignants, ils partent au moins une fois par an en vacances avec leurs parents.... Autre chiffre : sur les cinq dernières années, 79% des districts les plus pauvres de Chine n'ont envoyé aucun élève à Tsinghua. Et les 21% restants, n'ont en général envoyé qu'un seul élève.

Alors où étudient les enfants de familles modestes ? Yang Dongping, professeur à l'Université de la Technologie de Beijing, a mené une étude sur le sujet. Une enquête qui révèle que les étudiants originaires de la campagne sont majoritairement répartis dans des universités provinciales et font des études de bac+2 ou bac+3. On peut prendre par exemple le cas du Hubei. Dans cette province du Centre de la Chine, entre 2002 et 2007, pendant 5 ans, pour les études supérieures de cycle court, - bac+2 ou bac +3 -, la proportion des élèves de la campagne a augmenté de 39% à 62%, soit une hausse de plus de 50%. Autre exemple : dans les facultés militaires ou les universités normales, où en général les études sont gratuites, la proportion des élèves issus de régions rurales a atteint 57%. Cinq ans auparavant, elle était de seulement 33%. Mais évidemment, il faut nuancer. Car dans les toutes meilleures universités du pays, les enfants de familles riches et de familles de fonctionnaires sont 17 fois plus nombreux que les enfants de familles pauvres, qu'ils soient originaires des villes ou des campagnes.

L'égalité en matière d'éducation est depuis toujours considérée comme un moyen de s'élever socialement. Le problème, c'est qu'en Chine, le budget, l'investissement de l'Etat dans une école primaire pékinoise peut être 20 fois supérieur à celui dans une école primaire d'une zone isolée et montagneuse. Quant à l'université, la majorité des universités renommées en Chine sont des universités publiques. Donc pour respecter l'égalité sociale, il faudrait avoir des proportions raisonnables en fonction de l'origine des étudiants. L'idéal est que cette proportion puisse promouvoir l'ascension sociale. Sinon, ce sera un obstacle pour que les enfants des populations défavorisées puissent entrer dans les meilleures universités. Ces inégalités ne sont pas dues directement aux politiques des universités comme Tsinghua ou Beida. Mais ces écoles-là, en tant que berceaux des cerveaux du pays, ont une responsabilité indéniable.

Ce qui se passe dans les autres pays peut servir d'exemple à la Chine. En Grande-Bretagne, Oxford et Cambridge sont toutes les deux des universités publiques. Actuellement, les étudiants issus de familles pauvres ne représentent que 1% du total. Une situation que le Premier ministre britannique David Cameron a qualifié de « scandale national ». Et sous la pression de l'opinion publique, Oxford et Cambridge devront modifier leur politique de sélection des étudiants.

Une réforme commence également en Chine. L'an passé, l'Université de Tsinghua a élaboré une politique. Que dit cette politique ? Eh bien que dans les près de 600 districts les plus pauvres de Chine, chaque lycée pourra recommander un élève qui sera privilégié par rapport au système de notation actuellement mis en place. L'Université de Beijing et l'Université du Peuple ont également élaboré des politiques similaires. Il faut que les Chinois soient vigilants pour que les études universitaires ne soient pas synonymes d'inégalités sociales.

Chine : la question de la double nationalité

Selon la loi chinoise, les Chinois n'ont officiellement pas le droit d'avoir une autre nationalité. Mais récemment, un débat a été lancé dans la presse chinoise. Car, dans la pratique, cette double nationalité existe bien. Depuis les réformes économiques et l'ouverture, à la toute fin des années 70, de nombreux Chinois qui sont allés s'installer à l'étranger ont obtenu la nationalité de leur pays d'adoption. Un grand nombre d'entre eux n'ont pas pour autant déclaré renoncer à leur nationalité chinoise. Ce qui crée une certaine ambiguïté...

La double nationalité de certains Chinois sensibilise aujourd'hui l'opinion publique. En fait, ces dernières années, beaucoup de riches chinois se sont installés à l'étranger. On a également découvert que de nombreux fonctionnaires corrompus vivent seuls en Chine. Pourquoi ? Eh bien parce que les membres de leur famille sont à l'étranger. Les Chinois prêtent donc de plus en plus d'attention à ce phénomène. Mais faut-il encourager la double nationalité, ou au contraire la restreindre ? Les avis sont partagés.

La loi chinoise sur la nationalité, élaborée en 1980, est claire : la Chine ne reconnaît pas la double nationalité. Les Chinois, en obtenant la nationalité d'un pays étranger, perdent automatiquement leur nationalité chinoise. Mais la réalité est bien plus complexe. Depuis les années 80 et 90, un certain nombre de Chinois disposent d'un passeport étranger. Mais ils sont peu nombreux. Depuis le début du siècle, beaucoup de Chinois qui ont émigré à l'étranger obtiennent dans leur pays de résidence une nouvelle nationalité. Et ces pays-là, bien souvent, ne demandent pas aux immigrants d'abandonner leur ancienne nationalité. Donc un certain nombre de Chinois, qui faisaient leurs études à l'étranger par exemple, ont, *de facto*, la double nationalité.

Alors pourquoi veulent-ils avoir cette double nationalité ? La raison est simple. Entre autres, pour pouvoir bénéficier des avantages procurés par les deux pays. On peut à la fois profiter des avantages

du pays de résidence, mais aussi de politiques préférentielles lorsqu'on revient travailler ou investir en Chine. On peut aussi s'éviter beaucoup de formalités : quand on demande un visa, quand on achète un appartement, quand on cotise pour la sécurité sociale, ou encore quand on envoie son enfant dans une école publique, entre autres. C'est surtout le cas pour les Chinois qui émigrent à l'étranger et qui reviennent en Chine. Souvent, leur entreprise est encore en Chine, et garder la nationalité chinoise est pour eux intéressant et nécessaire. C'est pourquoi un certain nombre d'entre eux ont déjà un passeport étranger, mais ils ne le déclarent pas aux autorités chinoises. Résultat : la Chine ne reconnaît pas la double nationalité, mais dans les faits, elle existe tout de même.

Au mois de mars, Ye Jiannong, professeur de l'Université normale de Huadong, à Shanghai, a proposé, soit de légaliser la double nationalité, soit de la contrôler plus strictement. Tout cela dans l'objectif de rétablir la loi dans sa rigueur. Et toutes ces deux solutions ont-elles des partisans.

Un des problèmes, c'est que la double nationalité peut être utilisée par les corrompus et les criminels économiques afin d'échapper aux poursuites judiciaires. Un certain nombre d'entre eux peuvent s'enfuir à l'étranger grâce à un passeport d'un autre pays. Donc beaucoup de Chinois sont pour un contrôle plus strict. Mais évidemment, les motivations sont complètement différentes pour les Chinois qui habitent en Europe ou aux Etats-Unis. Eux sont évidemment pour la reconnaissance de la double nationalité. Lors des sessions annuelles de l'Assemblée populaire nationale, en mars, ou lors de la visite de dirigeants chinois à l'étranger, ils essaient, par divers canaux, d'exprimer leur souhait.

Pour eux, on est entrés dans une époque de mondialisation. La main d'œuvre, les gens, bougent pour trouver un travail, parfois dans un autre pays. Il y a une certaine mobilité. Mais ces limites en termes de nationalité ne facilitent pas la sortie et le retour des Chinois de l'étranger, qui appartiennent souvent aux élites économiques et technologiques. Un scientifique chinois, par exemple, une fois qu'il a abandonné sa nationalité, a énormément de formalités à faire s'il veut créer une société en Chine et faire venir sa famille. Et selon un rapport qui date de 2010 de l'Académie des sciences sociales, il y aurait aujourd'hui 45 millions de Chinois expatriés. La Chine est le premier pays au monde en termes d'exode des cerveaux : un exode de cerveaux qui est couplé à un exode financier.

Mais ceux qui sont contre la double nationalité ont aussi leurs

arguments. Tout d'abord, si quelqu'un a vraiment envie de quitter la Chine et s'il en a les moyens, il partira de toute façon, même s'il perd la nationalité chinoise. Ensuite, la double nationalité peut entraîner d'éventuelles disputes diplomatiques. Par exemple lorsque quelqu'un a commis un crime dans un pays et s'enfuit dans un autre pays dont il a aussi la nationalité. Enfin, une autre raison, qu'on ne peut pas ignorer, c'est que si l'on reconnaît la double nationalité, cela veut dire que certains Chinois auront, en quelque sorte, davantage de citoyenneté que les autres. Ils deviendront une minorité privilégiée, ce qui renforcera les inégalités sociales. Surtout qu'aujourd'hui, la Chine est encore une société duale, une société à deux vitesses. Les habitants de la campagne qui veulent s'installer en ville ou une personne qui veut se déplacer d'une ville à une autre rencontre également des difficultés de registre d'état civil, de cotisations et de scolarisation de son enfant. Reconnaître la double nationalité, pratique, pour les Chinois de l'étranger alors qu'on refuse l'égalité de mouvement aux Chinois de Chine, c'est considéré comme injuste pour la plupart des Chinois.

Il y a des arguments des deux côtés, et le gouvernement chinois semble avancer dans les deux sens. Les services consulaires, désormais, renforcent les contrôles. Par exemple, les Chinois qui ont la nationalité canadienne, quand ils vont à l'ambassade de Chine, au Canada, on leur demande de présenter et de détruire leur passeport chinois. De l'autre, pour attirer des cadres qualifiés, la Chine, depuis 2004, imite les États-Unis et leur système de carte verte. La Chine va élargir la sphère d'attribution de ces visas, appelés visa « de cadres qualifiés ».

Le bilan olympique chinois

LUDOVIC : On va parler avec Victor du système sportif chinois. Et tout d'abord rappeler les résultats de la Chine lors des Jeux olympiques de Londres : 38 médailles d'or, 27 médailles d'argent et 22 médailles de bronze. Elle se classe en deuxième position, après les Etats-Unis. De plus, les Chinois ont battu 6 records du monde et 6 records olympiques... Est-ce que les Chinois sont contents de ces résultats ?

VICTOR : Oui et non. On est contents d'être numéro deux. Même si c'est moins bien qu'il y a quatre ans, à Beijing. Mais il faut dire qu'à l'époque on évoluait à domicile. Les athlètes connaissaient mieux les installations, les lieux de compétition, et davantage de spectateurs, évidemment, applaudissaient pour les soutenir. Donc pour les Chinois, cette année, il était presque acquis que les résultats allaient rester en deça de 2008. La question était plutôt de savoir si on allait être numéro deux ou numéro trois. Finalement, les Chinois sont assez satisfaits des résultats de leurs sportifs. D'autant plus qu'ils ont répondu présents dans certaines disciplines où ils étaient, auparavant, assez faibles. Au total, la Chine a ainsi décroché des médailles d'or dans 8 disciplines qu'elle n'avait jamais remportées. Mais dans le même temps, les Chinois restent, globalement, assez insatisfaits.

LUDOVIC : Alors d'où vient ce mécontentement ?

VICTOR : Il y a plusieurs raisons. Notamment les méthodes d'entraînement des sportifs, ou encore le budget consacré à la politique sportive. La plupart des athlètes chinois ne sont pas des sportifs professionnels, comme les joueurs de basket américains. Mais les sportifs chinois ne peuvent pas être considérés comme des amateurs pour autant. Ils sont en quelque sorte des fonctionnaires d'Etat, dont le travail est de s'entraîner quasiment tous les jours. Et avec un objectif en tête : remporter, un jour, une médaille d'or. L'Etat sélectionne des enfants particulièrement doués pour leur sport, leur attribue un entraîneur, leur donne un salaire. Problème : ces athlètes arrêtent pratiquement l'école et ne connaissent rien d'autre que le sport.

LUDOVIC : Ce système de formation se rapproche de celui de l'Union soviétique ou encore de l'Allemagne de l'Est. Pourquoi les Chinois doutent de ce système qui, pourtant, les place aujourd'hui au deuxième rang olympique ?

VICTOR : Parce que c'est un système certes efficace mais pas très humain. Les athlètes, une fois sélectionnés, n'ont plus d'enfance normale, et c'est pour eux très

dur. C'est très difficile également pour les athlètes qui, au final, ne deviennent pas champions du monde ou champions olympiques... Car ils ont un salaire très bas.

LUDOVIC : Eh bien justement... Combien gagne un sportif chinois ?

VICTOR : Pour les sportifs professionnels, comme les joueurs de football, le salaire annuel peut atteindre les 100 000 euros. Mais ceux qui sont dans le système étatique touchent seulement de 200 à 300 euros par mois. Pour eux, l'essentiel des revenus provient des primes qu'ils perçoivent lorsqu'ils reçoivent des médailles d'or, ainsi que de la publicité lorsqu'ils acquièrent une certaine notoriété. Il y a l'exemple d'une haltérophile chinoise, championne de Chine, qui, après sa retraite, n'est pas arrivée à trouver du travail, car elle a dû quitter l'école très tôt. Finalement, elle a fini par devenir concierge dans un établissement de bains publics. La vie était pénible pour elle, même avec son titre de championne de Chine.

LUDOVIC: Est-ce qu'il y a d'autres raisons pour lesquelles les Chinois sont mécontents de ce système de formation ?

VICTOR : La Chine a un slogan, depuis longtemps, c'est « *Le développement du sport permet de fortifier la santé du peuple* ». Mais cette politique sportive a été, petit à petit, déformée. Maintenant, c'est plutôt « *Tout pour la médaille d'or* ». L'Etat investit beaucoup d'argent pour le sport, mais c'est pour l'élite sportive, et non pas pour le sport grand public. Cette politique produit beaucoup de champions chinois dans les compétitions mondiales, et permet, officiellement, de renforcer la cohésion et la fierté nationale. La santé de la population chinoise ne s'est donc pas pour autant fortifiée.

Selon les statistiques, malgré cette percée des sportifs chinois dans les compétitions internationales, malgré les médailles qui se multiplient, la santé de la population chinoise ne s'est pas fortifiée. Au contraire. 200 millions de personnes souffrent d'hypertension, 250 millions de Chinois sont atteints de maladies chroniques et surtout, 300 millions ont un problème de surpoids. Tous ces chiffres dépassent la moyenne mondiale. Donc voilà quelques raisons pour lesquelles les Chinois se méfient de plus en plus de ces succès sportifs lors des compétitions internationales.

Et puis il y a aussi les coûts de leur entraînement. On peut prendre l'exemple de Sun Yang, champion olympique du 1500 m en natation. Savez-vous combien « coûte » ce champion ? Le salaire de son entraîneur australien est de 120 000 euros par an. Avant de participer aux JO, Sun Yang a effectué des entraînements à l'étranger à quatre reprises. Et chaque voyage durait à peu près un mois. Au total, entre les frais de déplacement, d'hôtel, et d'entraînement de Sun Yang et son entraîneur, la facture s'élève à 1 million d'euros pour ces quatre fois. Pour beaucoup de Chinois, ce montant est trop élevé. Si c'est une entreprise qui prend cela en charge, pas de problème pour eux, mais là, ce sont les contribuables qui payent la note, et ils ont du mal à l'accepter.

Ludovic, je te pose une question aussi. Un journaliste chinois a écrit un article en disant que ce système de formation n'est pas une exclusivité de la Chine. Et il donne l'exemple de la France, avec le champion olympique de judo Teddy Riner. Est-ce vrai ?

LUDOVIC: Alors, déjà, je ne sais pas d'où ce monsieur tire ses informations, mais on ne peut pas vraiment comparer système chinois et système français. Teddy Riner n'a pas été sélectionné, tout petit, et placé dans un centre de formation étatique. Jusqu'à l'âge de 13 ans, comme beaucoup de petits garçons de son âge, il a pratiqué plusieurs sports dans des clubs... Du judo, mais aussi du football et du basket... Et c'est ensuite qu'il a opté pour le judo, et qu'il a été repéré. Teddy Riner est effectivement passé, au cours de sa formation, par un institut, qui s'appelle l'INSEP. L'institut national du sport, de l'expertise et de la performance. L'INSEP est une vraie institution en France. De nombreux sportifs français sont passés par là... C'est un établissement, situé à Paris, qui est directement sous la responsabilité du ministère français des Sports. Et le concept, c'est de fournir des conditions idéales aux sportifs pour s'épanouir. Alors s'épanouir, c'est pas uniquement s'entraîner. Car on peut aussi y suivre une scolarité à côté du sport. On est aussi tout à fait libre de quitter cet institut, et de s'entraîner ailleurs. Et beaucoup d'athlètes français le font. Alors non, Teddy Riner n'est pas le produit du système étatique français.

Autre chose. Le sport de haut niveau doit être synonyme de dépassement de soi, de performance, c'est certain. Mais il doit aussi avoir une certaine éthique, un certain esprit. A l'arrivée du 3000 m steeple, par exemple, on a vu une belle image durant ces JO. L'athlète français Mahiedine Mekhissi-Benabbad, qui est arrivé deuxième, a porté en triomphe celui qui était arrivé premier, le kenyan Ezekiel Kemboi. C'est certainement, aujourd'hui en 2012, ce genre d'images qu'attend le public, y compris les Chinois, plus que le nombre de médailles d'or.

Autre chose amusante, vue sur Weibo, la version chinoise de Twitter. La comparaison de deux photos. Une photo d'une athlète chinoise, qui obtenait une médaille d'argent, en pleurs, parce qu'elle n'avait pas gagné la médaille d'or. Et des athlètes britanniques, fous de joie parce qu'ils venaient de décrocher une médaille de bronze. Je crois que l'image que donne parfois la Chine, de cette soif absolue de médaille d'or, quelle que soit la contrepartie pour les athlètes, est un peu préjudiciable pour elle. La respectabilité et la grandeur d'un pays ne se mesure pas forcément en nombre de médailles d'or...

Le luxe et le fossé social en Chine

Selon des sources d'un forum co-organisé par *China business journal* et l'Université de Fudan (Shanghai), en 2011, malgré la situation économique peu optimiste, l'augmentation de la vente des produits de luxes en Chine se classe au premier rang dans le monde. On prévoit que dans un ou deux ans, la Chine deviendra le plus grand marché des produits de luxe dans le monde.

Ces dernières années, l'achat des Chinois dans les domaines de l'horlogerie, des produits de beauté, des vêtements, des accessoires, notamment les sacs à main, ont connu une croissance exponentielle, en Chine comme à l'étranger. A cause de la crise, l'Europe et l'Amérique en achètent moins. La Chine fait donc figure d'exception. En 2009, la Chine a dépassé les États-Unis pour devenir le deuxième marché mondial de ce secteur, juste après le Japon.

Selon un professionnel, aujourd'hui quelque 300 millions de Chinois disposent du même pouvoir d'achat que les Européens. Ces gens-là constituent les principaux consommateurs de produits de luxes. Alors pourquoi les Chinois adorent tellement les produits de luxe ?

Une des raisons est que ces riches veulent consommer des produits haut de gamme et plus personnalisés. Yun Tana et son mari viennent de Mongolie intérieure : ils viennent de vendre leur 4X4 Land Rover pour acheter un nouveau modèle de la même marque. La famille Yun possède déjà deux berlines BMW, l'une de la série 7, l'autre de la série X5. Leur recherche de produits sophistiqués se voit dans la dizaine de sacs et portefeuilles griffés Louis Vuitton, Gucci ou Prada qu'ils possèdent. Xue Ru, une de leurs amies, cadre d'une société japonaise à Pékin, déclare : « Ils n'achètent peut-être pas les plus chers, mais les plus beaux à leurs yeux. En tout cas, pour eux, l'argent n'est pas un problème ». Cette dernière possède un sac Louis Vuitton, un sac Gucci et deux portefeuilles Gucci et Prada. Voici ce qu'elle déclare : « Je les achète parce qu'ils sont beaux et parce qu'ils sont à ma portée. Mais j'achète aussi d'autres modèles non griffés à condition qu'ils soient bien conçus et de bonne qualité ». Quant aux portefeuilles Gucci et Prada, ce sont des cadeaux offerts par son mari et sa sœur. Xue Ru continue : « Vous savez, les Chinois ont l'habitude d'acheter un produit de valeur pour faire un cadeau à un ami proche ou à une personne de leur famille ». Xue Ru ne le dit pas, mais ses amis et ses clients sont eux aussi accros aux sacs de marque.

En fait, les produits de luxe permettent aux Chinois d'étaler leur réussite et

également de faire un peu d'esbroufe. Les cadres et les petits entrepreneurs veulent eux aussi s'offrir un produit rare et cher tant pour suivre le mode de vie des plus riches que pour la qualité de ces marques. Pour certains, l'intérêt des produits de marque peut se résumer ainsi : une excellente fabrication et un style d'avant-garde, particulièrement innovant. Alors, au lieu d'acheter un sac à 200 ou 300 yuans (de 20 à 30 euros) qui s'use au bout de 2 ou 3 ans, les fanas du luxe préfèrent mettre davantage d'argent dans un produit de valeur, même s'il coûte 2 000 yuans, l'équivalent d'un salaire mensuel, mais qui durera 10 ans. De plus, la génération de l'enfant unique arrive sur le marché du travail et se lance dans les affaires pour réussir la vie professionnelle. Cette génération perçoit la vie sous un angle différent de celui des parents. Parfois elle se lance dans des achats qui dépassent largement la capacité du compte bancaire.

Il est donc aujourd'hui courant de voir dans le métro de Pékin un nombre de plus en plus grand de jeunes femmes affichant sans complexe leurs sacs griffés Louis Vuitton. Et il ne s'agit pas de contrefaçons, mais plutôt du reflet de la démocratisation des produits de luxe. Selon Sun, qui travaille dans une banque, ces personnes pensent : je ne suis sans doute pas assez riche pour m'offrir une voiture de luxe, mais rien ne m'empêche de m'offrir un produit de qualité. Ou bien : « Je ne suis pas quelqu'un de très riche, mais cela ne veut pas dire je n'ai pas le droit de consommer des produits de luxe ».

Une autre caractéristique du marché du luxe en Chine est que bon nombre de Chinois achètent ces produits à l'étranger et pas chez eux. Un touriste chinois consomme en moyenne 333 dollars dans une boutique *duty free* lorsqu'il se rend au-delà des frontières de son pays, alors que le niveau moyen des dépenses des touristes asiatiques est de 100 dollars par personne. Selon une enquête de l'Institut Nielsen, la majorité des touristes chinois interrogés assurent qu'ils font leurs achats à l'étranger parce que c'est moins cher. En outre, le risque de contrefaçon est moindre et il y a davantage de choix des modèles. Un phénomène parallèle, c'est qu'en Chine, les meilleures ventes pour des marques comme LV ou Gucci ne se font pas dans les métropoles comme Pékin ou Shanghai, mais dans les provinces où les gens voyagent moins à l'étranger. Selon certaines sources, des villes chinoises comme Zhuhai, Hangzhou, Wenzhou, Wuxi, Qingdao ou Shenyang sont les villes dont la croissance est la plus rapide pour le marché des produits de luxe.

Enfin, il faut avouer que les relations sont importantes en Chine et offrir un produit de qualité à son partenaire est quelque chose de très bien vu. Dans ce cas-là, les hommes d'affaires chinois achètent surtout des produits coûteux. Peter, manager d'une marque suisse de montres, nous confie qu'en Europe, il faut au moins quatre heures pour vendre une montre de sa marque. « Notre montre la moins chère se vend 10 000€. Donc l'achat est un plaisir. Les gens vont regarder et comparer soigneusement pour choisir une montre qui leur plaît ». Mais en Chine, il lui arrive de vendre huit montres en une heure. Donc ce qui est sûr, c'est que ces clients achètent des montres pour faire un cadeau aux autres, ce n'est pas pour eux-mêmes.

La croissance du marché du luxe en Chine est source de fierté pour certains, cependant les économistes et sociologues locaux sont plutôt inquiets. Selon eux : « Certains se soucient davantage de leur assiette tandis que d'autres jettent leur argent par la fenêtre uniquement pour satisfaire leurs besoins de luxe ».

Face à la récession qui a touché les plus grands pays consommateurs de produits de luxe, les ventes ont baissé, surtout en Occident. Pourquoi les riches Chinois y resteraient-ils tellement attachés? Certains n'y voient pas d'intérêt, d'autres se plaignent du fossé qui sépare les consommateurs qui peuvent se procurer ces produits et les autres qui ne le peuvent pas. D'après les statistiques, la consommation chinoise de produits de luxe touche 13 % de la population totale. C'est la conséquence du fait que 20 % des Chinois possèdent 80 % de la richesse du pays. Cette distribution déséquilibrée des revenus ne contribue pas forcément à renforcer la société harmonieuse chère au président Hu Jintao.

Pour Ding Jianping, de l'Université d'Economie de Shanghai, la crise a encore augmenté, voire accentué l'écart entre riches et pauvres. Il déclare : « Le prix de l'immobilier reste élevé. Même si elles épargnent par principe, les catégories à bas pouvoir d'achat ne peuvent pas faire face à la spéculation immobilière. Ces gens-là n'ont naturellement pas d'argent pour acheter des produits de luxe. Ceux-ci sont devenus en quelque sorte emblématiques de l'écart entre riches et pauvres. Un écart qui ne cesse d'augmenter en Chine ».

CHRONIQUE de VICTOR - XI

Les relations Chine-Afrique sont-elles aussi équitables que l'affirme la Chine ?

Sébastien : Pour certains observateurs, la Chine contribue à la paupérisation de l'Afrique : elle lui vole ses ressources, y vend trop de produits chinois bon marché et détruit l'industrie africaine. Mais les Chinois ne sont pas d'accord. Alors Victor, quels sont leurs arguments ?

Victor : Les relations Chine-Afrique profitent à l'Afrique au moins dans deux domaines : l'économie d'abord ; le statut international de l'Afrique ensuite. D'abord, l'économie. Dans les années 80-90, l'économie africaine était en grande difficulté, la revue britannique *The Economist* avait qualifié l'Afrique de « continent désespéré » (*the hopeless continent*). Mais depuis 1995, l'Afrique connaît la croissance. Entre 1995 et 2008, la croissance moyenne du continent a été de 3 à 5 % par an. D'après des chercheurs sud-africains, la courbe de croissance de l'Afrique suit la courbe du volume du commerce Chine-Afrique. D'après les rapports annuels de la Banque mondiale et du FMI, si l'économie de l'Afrique peut se rétablir, c'est grâce à plusieurs facteurs : l'augmentation des prix des ressources naturelles sur le marché international, son commerce avec les pays émergents et les pays du Golfe, et aussi l'amélioration des conditions d'investissement et de bonne gouvernance. Alors qui sont les pays émergents ? C'est la Chine ou l'Inde. Pourquoi les prix des ressources augmentent-ils ? Parce que le besoin des ressources des pays émergents dont la Chine a fait monter les prix.

Sébastien : Et le commerce de l'Afrique avec l'Europe ou les Etats-Unis n'a pas aidé l'Afrique ?

Victor : Durant cette période où la Chine est progressivement devenue le premier partenaire commercial de l'Afrique, le commerce entre le continent africain et l'Occident a connu une forte baisse. C'est peut-être pourquoi l'Occident montre du doigt la Chine. C'est de la jalousie ! De plus, d'après Deborah Bräutigam, spécialiste américaine de l'Afrique et auteur de « *dragon's gift* », si le monde se méfie du rôle de la Chine en Afrique, c'est parce que l'influence chinoise augmente trop vite en Afrique, bien qu'on ignore en partie les activités de la Chine sur le continent. Et dans le contexte de la crise, certains ont tendance à considérer les échanges Chine-Afrique comme une concurrence, voire une menace.

Sébastien : Pourtant, même en Afrique, il y a des médias, ONG et hommes d'affaires qui critiquent la Chine parce les produits chinois détruisent l'industrie locale.

Victor : Depuis plus de dix ans, il existe en Afrique une concurrence entre les hommes d'affaires africains qui vendent des produits « haut de gamme » et ceux qui vendent des produits chinois bon marché. Les premiers n'arrivent plus à rivaliser avec

les produits chinois. Donc ils se plaignent. Et bien des médias et ONG ont le soutien des Occidentaux. Par exemple pour les médias, selon l'enquête de deux chercheurs d'une université hongkongaise, les médias africains dépendent beaucoup des médias occidentaux tant pour les reportages concernant les sujets internationaux que pour les affaires locales. Même si le reportage est fait par un journaliste africain, le contenu est souvent décidé par des médias dont le siège social est en Europe ou aux Etats-Unis. Entre mai et juin 2006, les deux plus grands journaux du Ghana ont publié 543 articles, dont 64 % venaient de la BBC. Seuls 13 % des articles étaient vraiment rédigés par des médias du Ghana. L'ancien ambassadeur chinois en Afrique du Sud, Zhong Jianhua, a confié que lorsqu'il a voulu contacter les médias locaux pour clarifier certains malentendus, il a découvert que c'était très difficile parce que beaucoup de ces médias sud-africains ont des capitaux occidentaux.

Sébastien : Mais en Afrique on trouve partout des produits chinois. Ce « made in China » n'a pas défavorisé l'industrie locale ?

Victor : La réalité est plus compliquée. D'une part, il faut avouer que les produits chinois ne favorisent pas l'industrie africaine, notamment le textile qui est quasiment l'unique industrie du continent. Mais en même temps cela profite aux consommateurs africains. Dans le temps en Afrique du Sud, un tee-shirt et un pantalon coûtaient plus de dix dollars américains. Aujourd'hui, avec l'exportation chinoise, seulement 3 ou 5 dollars. Cela rend la vie moins chère.

Par ailleurs, pourquoi le commerce et l'investissement chinois sont-ils importants pour l'Afrique ? D'abord, le commerce Chine-Afrique, depuis l'an 2000, est en balance favorable pour l'Afrique. Cette dernière peut ainsi accumuler des capitaux pour se développer. Ensuite, l'investissement. Depuis 2008, début de la crise actuelle, l'investissement étranger chute en Afrique, notamment celui de l'Occident, mais en 2009, l'investissement chinois y a augmenté d'environ 30 %. Pour la croissance : il y a trois éléments essentiels : l'investissement, l'exportation et la consommation. Donc la Chine a au moins joué deux rôles favorables pour l'économie de l'Afrique. Enfin, il faut parler de la construction d'infrastructures. Les infrastructures sont importantes pour l'économie et la vie de la population.

Sébastien : Pourquoi les infrastructures en Afrique sont-elles si peu développées ?

Victor : Parce que la construction est coûteuse et la rentabilité trop lente. Donc l'Occident a quitté ce secteur du continent depuis bien longtemps. Mais aujourd'hui, la Chine est le premier constructeur d'infrastructures en Afrique. A présent pour la construction d'infrastructures en Afrique, deux tiers des fonds viennent de Chine.

Sébastien : Justement deux questions. D'abord, j'ai entendu dire que la Chine construit des routes depuis les ports jusqu'aux mines, pour faciliter le pillage des ressources africaines. Est-ce vrai ? Ensuite, on dit aussi que les Chinois donnent une route aux Africains en échange d'une mine ou d'un champ pétrolier. Est-ce vrai ?

Victor : C'est plus compliqué. Je vais répondre à ta première question. La Banque d'import et d'export de Chine propose des emprunts bancaires aux pays africains pour la construction de routes ou de ports. Et ces pays africains donnent leurs mines en

gage pour assurer le remboursement de ces emprunts. Et souvent, ces pays africains avec cet argent-là font venir par appel d'offre des entreprises chinoises pour réaliser des travaux parce que bien souvent c'est moins cher.

L'autre question, est-ce que la Chine construit des routes qui mènent aux mines. La réponse est oui, mais selon le livre du chercheur américain Deborah Bräutigam, « *the dragon's gift* », la Chine construit aussi des routes dans des pays où il n'y a pas de ressources, par exemple sur l'île Maurice. La réalité est que la Chine construit partout en Afrique, et elle construit des écoles, des hôpitaux, des centrales électriques, des systèmes d'irrigations. Toutes sortes d'infrastructures qui n'ont pas de lien avec les ressources. La Banque mondiale a aussi réalisé des rapports qui peuvent en attester.

Sébastien : Tu as dit que les relations sino-africaines profitent à l'Afrique pour au moins deux raisons, dont l'une est l'économie. Quelle est l'autre ?

Victor : A part l'économie, les relations Chine-Afrique ont permis à l'Afrique d'avoir un statut différent vis-à-vis de la communauté internationale. Après la guerre froide, l'Afrique a eu moins d'importance stratégique, elle a été abandonnée d'une certaine manière par l'Occident. C'est pourquoi l'Afrique a connu de grosses difficultés au début des années 1990, d'où le titre un peu provocateur « *the hopeless continent* » de *The Economist*. Ce sont les relations Chine-Afrique qui ont de nouveau relancé l'intérêt de l'Occident pour l'Afrique. Un exemple, c'est qu'en 2006, le sommet Chine-Afrique a eu lieu à Beijing, c'était le premier sommet depuis la création du forum de Coopération Chine-Afrique. Ensuite, la Corée du Sud, l'Inde et la Turquie s'en sont inspirées et ont convoqué à leur tour un sommet Afrique-Turquie ou un sommet Afrique-Inde pour créer un mécanisme similaire de coopération. Le plus explicite est la convocation du 2e sommet Afrique-Europe. Ce sommet aurait dû avoir lieu en 2003, mais comme les deux parties ont eu de graves différends concernant les sanctions au Zimbabwe, ce sommet n'a toujours pas pu se tenir. Mais après le sommet Chine-Afrique de 2006, l'Europe a eu peur d'être en retard par rapport aux autres partenaires de l'Afrique. En 2007, elle a finalement décidé de convoquer ce sommet. Donc on peut y voir que pour l'Afrique, la Chine lui offre plus de choix et joue un rôle de contrepoids.

Chronique de Victor – janvier 2013

Intervention de France au Mali : fin de crise ou nouvelle crise ?

La première intervention militaire de la France sous Hollande a démarré au Mali, pas très loin de la Libye, cible de Sarkozy. La guerre en Libye a renversé le régime de Kadhafi, mais a entraîné des troubles dans les pays voisins dont le Mali et le Niger. Aujourd'hui, l'intervention au Mali a suscité la réaction des islamistes en Algérie où une vingtaine d'otages (sur un site gazier dans le sud-est du pays) ont perdu la vie. L'intervention de la France peut-elle atteindre son objectif sans causer d'effets secondaires ? Quelle est la réaction de la communauté internationale dont la Chine ?

Sébastien : La France a commencé ses opérations militaires au Mali. Ensemble, les militaires français et maliens ont repris quelques villes, autrefois tombées aux mains de la rébellion. L'intervention française a reçu de larges soutiens de la communauté internationale, y compris des pays africains. Qu'en est-il de la Chine ?

Victor : le porte-parole du Ministère chinois des Affaires étrangères a déclaré que la Chine soutenait les efforts pour l'intégrité de la souveraineté et du territoire du Mali. La Chine espère qu'une résolution de l'ONU visant à rétablir la stabilité au Mali sera mise en œuvre rapidement. Pour les Chinois, par rapport à la guerre de Libye, l'intervention de France paraît plus acceptable. La différence c'est qu'en Libye, la France cherchait à renverser le gouvernement ; la Chine pensait que la France était allée plus loin que la résolution de l'ONU ; et que le régime de Kadhafi a été remplacé. Cette guerre a entraîné une situation chaotique dans le pays et beaucoup de civils ont été tués. Alors que cette fois-ci, c'est à l'invitation du gouvernement malien que la France a réagi. Donc pour les Chinois, cette intervention est plus légitime. Mais par contre, les Chinois ne comprennent pas très bien l'intérêt de la France au Mali.

Sébastien : L'intérêt ? Tu veux dire que les Chinois ne pensent pas que c'est pour la morale ou la lutte contre le terrorisme que le président Hollande a envoyé l'armée française au Mali ?

Victor : La politique extérieure d'un pays est la combinaison de justice internationale et d'intérêt. Pour la Libye, pour raison morale, Sarkozy a dit que c'était pour les droits de l'homme. Pour l'intérêt, on sait que la Libye est riche en pétrole et dispose d'une position stratégique en Méditerranée. Sans intérêt, la France n'y serait pas allée. Comme elle et les Américains d'ailleurs ne vont pas en Somalie. La Somalie est ravagée depuis plusieurs décennies par des conflits. Mais les Occidentaux n'interviennent pas dans ce pays qui n'a pas de ressources. Donc pas d'intérêt pour eux.

Sébastien : Donc pour les Chinois, la France va au Mali à la fois pour la morale et l'intérêt. Mais il y a aussi un enjeu stratégique important en termes de sécurité ?

Victor : Le Mali se situe au croisement de la civilisation arabe et de la civilisation noire. Comme des séparatistes et des islamistes sont alliés, la communauté internationale a peur qu'une fois le Mali islamisé, les extrémistes maghrébins puissent

entrer sans aucune difficulté en Afrique de l'Ouest. Ils pourraient aussi se diriger vers l'Afrique de l'Est et s'allier avec les extrémistes du Soudan et de la Somalie. Ainsi, au nord, en Méditerranée, au sud, dans le golfe de Guinée, à l'ouest, au bord de l'Océan atlantique, à l'est, en Mer rouge, islamistes, djihadistes, salafistes, extrémistes ou intégristes dont Al Qaida seraient liés. Les trafics d'armes, de drogue et de personnes deviennent beaucoup plus faciles. C'est le cauchemar de la moitié de l'Afrique et du monde entier. Donc la communauté internationale a intérêt à réagir.

De plus, le nord du Mali est riche en ressources : mines d'uranium à Adar, champs pétrole-gaz qui traverse l'Algérie, la Mauritanie et la zone malienne Taoudenni. Le Mali est le 3^e producteur d'or en Afrique, et il y a aussi une réserve dans le Nord du Mali.

Sébastien : Donc aux yeux des Chinois, Hollande a fait une pierre deux coups.

Victor : Il a gagné en prestige en luttant contre les djihadistes et en aidant les pays africains à rétablir l'ordre. Et en même temps, il protège aussi les intérêts de la France en Afrique. Et Comme le Mali est important, la communauté se devait d'agir au plus tôt. Mais le coup d'Etat au Mali a empêché l'intervention de la communauté internationale.

Sébastien : Le Mali, qui est un pays ami de la France, a de très bonnes relations avec la Chine. Les spécialistes chinois de l'Afrique doivent suivre de très près la situation. Qu'en pensent-ils ? Ont-ils des inquiétudes face aux interventions consécutives de la France sur le continent africain ?

Victor : Effectivement, ils ont certaines inquiétudes. D'abord, concernant les pertes civiles. Li Anshan, directeur du Centre de recherche sur l'Afrique de l'Université de Pékin, s'inquiète pour la sécurité des civils au Mali. C'est sûr que les militaires sont là pour tuer des djihadistes. Mais inévitablement, il y aura des victimes civiles.

Sébastien : Oui, comme en Afghanistan, en Iraq et en Libye. Zheng Ruolin, correspondant du Quotidien Wenhui à Paris, a mentionné une différence : les médias. La guerre de Libye était une guerre médiatisée ; on voyait tout le temps les combats à la télévision. Mais pas au Mali. Il n'y a quasiment pas d'images des opérations militaires à la télé. On ne voit aucune victime parmi les djihadistes ou les civils. Ce sont des informations vitales, mais bizarrement absentes à la télé.

Victor : Un autre point : comment limiter l'effet d'entraînement de la guerre au Mali. Le Mali est la victime innocente du malheur libyen. Après la guerre de Libye, des militaires touareg autrefois embauchés par Kadhafi sont rentrés au Mali, avec des armes de l'ancien régime. C'est pourquoi l'armée malienne a fait face à un ennemi plus fort qu'avant. Donc le Mali est la victime de l'effet d'entraînement de la guerre de Libye. Mais est-ce qu'il y a un effet d'entraînement de la situation au Mali ? On a déjà la réponse en Algérie. C'est pour demander le départ des militaires français au Mali que des islamistes ont kidnappé des otages algériens et occidentaux. Plus d'une vingtaine de personnes sont mortes.

Sébastien : Oui, certains ont accusé le gouvernement algérien de ne pas avoir communiqué aux pays concernés les nationalités des otages retenus sur le site...

Victor : Mais en réalité, l'Algérie est une victime innocente aussi. Et si l'effet d'entraînement de la guerre au Mali continue et s'aggrave, il y aura davantage de victimes. Un dernier point : l'Occident aide l'Afrique à lutter contre le terrorisme. C'est bien que l'Occident prenne sa responsabilité. Mais il faut dire que c'est à cause de l'Occident que l'Afrique est confrontée aux menaces extrémistes. L'Occident a fait de la lutte contre l'intégrisme en Afghanistan et en Iraq. Comme les extrémistes ne peuvent pas rivaliser face aux armées occidentales, ils s'échappent en Afrique. On peut dire que c'est l'Occident qui a chassé les extrémistes en Afrique. Autrefois, les défis conventionnels en Afrique étaient des conflits intertribaux ou interethniques, les disputes interpartis politiques, les coups d'Etat ou les rébellions. Le terrorisme n'existait pas en Afrique. Aujourd'hui l'Occident aide l'Afrique dans la lutte contre le terrorisme, mais en fait l'Afrique n'a pas d'autre choix que de suivre l'Occident.

De plus, les cas de la Libye et du Mali montrent que l'Occident, sous le drapeau de la justice ou de la morale, pratique en réalité une justice sélective ou une morale partielle. C'est pourquoi l'Occident règle un problème en en créant un autre.

Sébastien : Comment ça ? Tu peux expliquer ?

Victor : Pendant la guerre de Libye, pour renverser le régime de Kadhafi, l'Occident a armé tous les rebelles, y compris les extrémistes islamistes. A ce moment-là, le plus urgent pour les Occidentaux, c'était de mettre fin à la gouvernance de Kadhafi. Tous ceux qui étaient contre ce régime devenaient alliés. Aujourd'hui, comme Kadhafi est mort, les djihadistes sont l'ennemi principal et on fait une deuxième guerre. Comme ce qu'avaient fait les Etats-Unis en Afghanistan en armant Al Qaida pour résister à l'Union soviétique. Mais l'Occident aurait dû agir autrement dès le début. Sur son propre territoire, il aurait certainement eu une autre stratégie plus prudente.

Un autre exemple typique pour la punition sélective ou justice sélective, autrement dit deux poids, deux mesures, la France est assez vite intervenue dans le conflit en Côte d'Ivoire, mais pourquoi elle traîne dans la crise en Centrafrique ? Si Laurent Gbagbo avait eu une bonne relation avec la France, y aurait-il eu les mêmes conséquences ? Aux yeux des spécialistes chinois, la stratégie africaine de l'Occident est que : si les pays africains nous écoutent on peut les aider. Sinon, on garde la neutralité et on laisse faire.

Sébastien : Comme les destins de Ben Ali et de Kadhafi ?

Victor : Oui. D'après les experts chinois, si l'on agit tout le temps en prenant toujours deux poids, deux mesures dans les relations internationales, le monde ne sera jamais tranquille. Que ce soit en Afrique, au Moyen-Orient, en Asie pacifique ou en Amérique du Sud.

La Chronique de Victor

La Chine, numéro un en volume mais pas encore puissance commerciale internationale

Récemment, le Département du Commerce américain a publié les chiffres du commerce pour 2013. Le commerce international américain totalise 3910 milliards de dollars, c'est-à-dire moins que celui de la Chine qui est de 4160 milliards de dollars. La Chine détrône ainsi les États-Unis sur le podium du commerce d'import-export. Mais d'après certains Chinois, la Chine est un grand pays pour le commerce mais pas une puissance commerciale.

En 2013, la Chine a battu un nouveau record de son commerce extérieur avec un volume d'échanges total de plus de 4 160 milliards de dollars. C'est la première fois que le volume d'import-export de la Chine dépasse 4000 milliards de dollars. Et c'est un nouveau record après 2004, 2007 et 2011, années où le commerce extérieur de la Chine avait dépassé respectivement 1000 milliard, 2000 milliards et 3000 milliards.

En 2013, les cinq plus grands partenaires commerciaux de la Chine étaient l'Union européenne, les États-Unis, l'ASEAN, Hong Kong et le Japon. Le volume du commercial bilatéral entre la Chine et l'UE est de 559,06 milliards de dollars, celui de Chine avec les États-Unis de 521 milliards de dollars, soit des hausses respectives de 2,1 et 7,5 %. Le volume du commerce bilatéral entre la Chine et le Japon est de 312,55 milliards de dollars, en baisse de 5,1 %. Avec l'ASEAN, l'Afrique du Sud et l'Asie centrale les échanges sont respectivement de 443,61 milliards, 65,15 milliards et 50,28 milliards de dollars, en hausse de 10,9, 8,6 et 9,4 %.

Avec un volume d'échanges total de plus de 4 160 milliards de dollars, la Chine se classe au premier rang mondial pour le commerce international. Pourtant les Chinois font profil bas et ne manifestent guère d'optimisme, surtout chez les industriels. Ainsi, des chefs d'entreprises de sous-traitance dans le domaine du mobilier :

« Cette année, je n'ai quasiment pas enregistré de profit. Pour la seconde moitié de l'année, nous avons même eu des pertes. Nous, les sous-traitants, nous devenons de plus en plus pauvres parce que la marque ne nous appartient pas ».

« Je pense que la situation est plus difficile qu'en 2008. La marge de l'entreprise est inférieure à 10 %. Autrement dit, si l'on enlève les coûts de revient, le profit net n'est que d'environ 3 %, en tout cas, moins de 5 % ».

« Depuis le mois de juin ou de juillet, on constate le phénomène suivant dans les

petites sociétés : chez beaucoup d'entre elles, la production est à moitié arrêtée ou continue à peine. A la fin de l'année dernière, ce phénomène s'est accentué. Beaucoup d'entreprises ont avancé les congés de leurs employés ».

Ces responsables d'entreprises font part de la réalité du commerce international de la Chine. Bien que le volume total ne cesse d'augmenter, les entreprises n'en bénéficient pas. La Chine est une grande entité commerciale, mais pas une puissance. C'est pourquoi Gao Hucheng, ministre chinois du Commerce, met en garde contre cette situation : *« Actuellement, les avantages traditionnels chinois sont plus faibles, les nouveaux avantages concurrentiels ne voient pas encore le jour. Le commerce chinois se trouve dans une phase de transition. La Chine n'est pas une puissance du genre. Sa structure commerciale est irrationnelle. Ses produits sont généralement bas de gamme, et se trouvent en bas et au milieu de la chaîne du commerce de la planète ».*

Alors quel est le rapport entre une grande entité commerciale et une puissance commerciale ? Écoutons Mme Zhang Monan, chercheur-adjoint au Centre chinois des échanges économiques internationaux : *« Pour devenir une puissance commerciale, il faut à la fois un volume important et une bonne qualité. Tant en matière de compétitivité que de part de marché en passant par la valeur ajoutée, les trois éléments sont indispensables. De plus, les puissances commerciales ou les pays développés mettent l'accent sur les services. Dans ces pays-là, les services occupent une part importante du commerce total ».*

Pour Zhang Monan, la Chine a achevé la première étape d'une puissance commerciale : se classer au premier rang en matière de volume. Ainsi elle aura à faire face à de fréquentes frictions commerciales. La Chine, pour devenir une véritable puissance commerciale, doit chercher à investir à l'étranger, absorber la technologie de pointe et avoir un regard planétaire.